ᓯᑕᐅᔨᒃ ᐅ ᓇᓇᑲᒥᐦᐊᑲᑦ ᒥᓯᐦᐃᑲᓐ

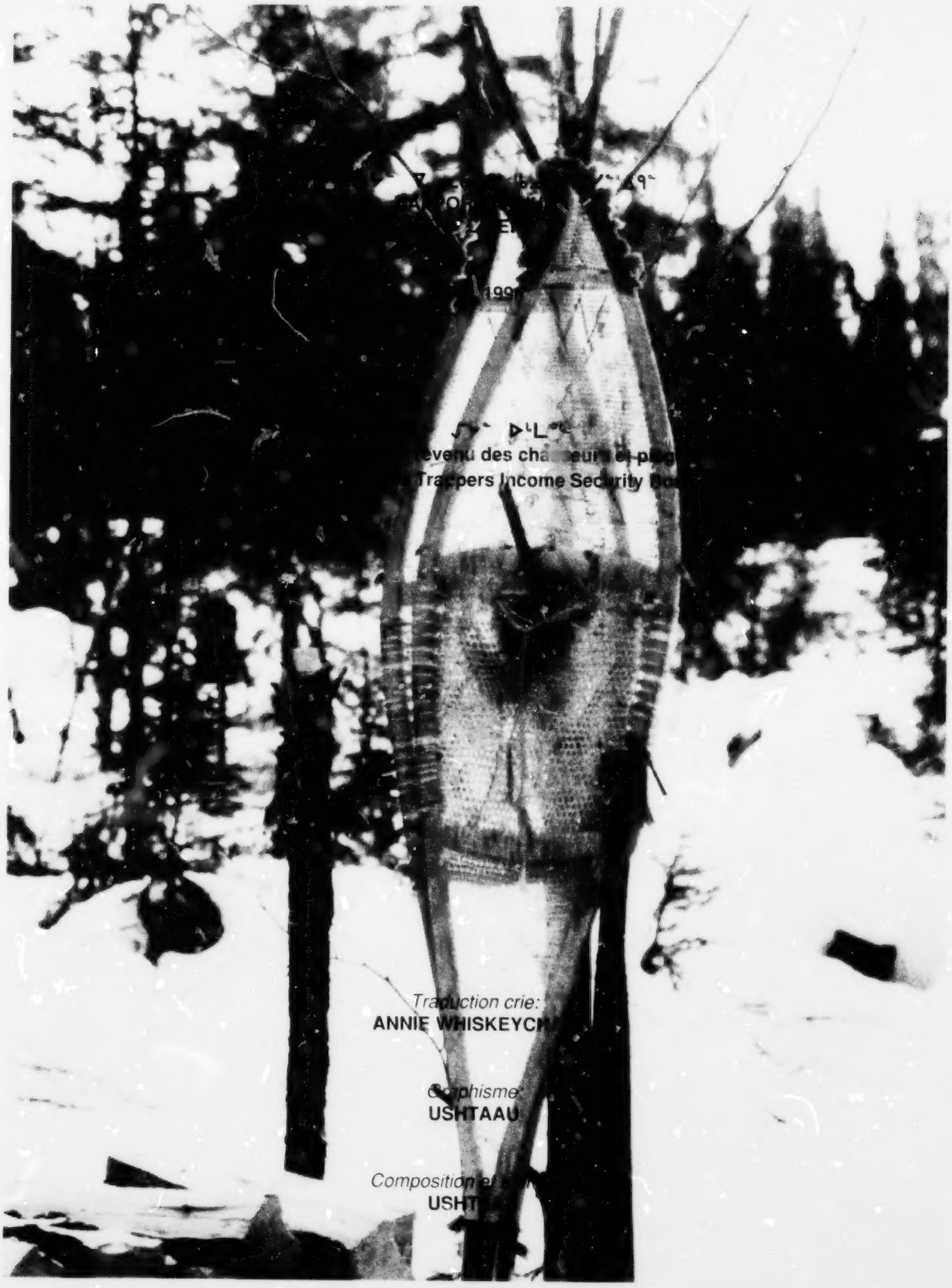
RAPPORT ANNUEL 1989-1990 ANNUAL REPORT 1989-1990

ᓯᑕᐅ ᔑᓴᒃ ᐅᓱᒪᐅᒪ

Cree Hunters and Trappers Income Security Board

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

91-04112/



Traduction crie:
ANNIE WHISKEYCH

Graphisme:
USHTAAU

Composition et
USHT

Monsieur Jean-Pierre Saintonge
Président
Assemblée Nationale du Québec
Québec (QUEBEC)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre, par la présente, le Rapport annuel des activités de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1990.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le ministre de la Main-d'oeuvre,
de la Sécurité du revenu et
de la Formation professionnelle

André Bourbeau

Monsieur André Bourbeau
Ministre de la Main-d'oeuvre,
de la Sécurité du revenu et
de la Formation professionnelle
Gouvernement du Québec
Québec (QUEBEC)

Monsieur le Ministre,

Il me fait plaisir, au nom des membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, de vous transmettre notre Rapport annuel pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1990. Le présent rapport décrit sommairement l'organisation administrative de l'Office, résume les résultats de l'année 1989-1990 et comprend les résultats financiers pour cette même année.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président (1989-1990)

George Wapachee

Mr. Matthew Coon-Come
Chairman/Grand Chief
Grand Council of the Crees (of Quebec)
Nemaska (QUEBEC)

Sir:

On behalf of the members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, I am pleased to submit our Annual Report for the fiscal year ending June 30, 1990. This Report summarizes the administrative organization of the Board and the results for the year 1989-1990, and includes the financial statements for that same period.

Yours very truly,

George Wapachee
Chairman (1989-1990)

TABLE DES MATIERES
TABLE OF CONTENTS
ᑕᐢ ᐁᐣ ᑕᑯᒡ

- Le message des membres 9
- Message from the members
- ᑲᓂᑲᓂᐱᐣᑕ ᑲ° ᐅᑕᐳ ᒍᓐ ᐊ°

- Le Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris 11
- Cree Hunters and Trappers Income Security Program
- ᓂᑐᐅ ᓇᓴᐢ ᐁᓀᓇᑰᒻ ᐊᑲᓄᑦ

- Les activités de l'année 1989-1990 17
- Activities for the year 1989-1990
- ᑕᐢ ᑲ ᐃᐣᐸᐱᑦ ᓂᑐᐅ ᓇᓴᐢ ᐅᑦ ᑲᐱᐸᒡ

- Annexe 22
- Schedule
- ᑲ ᐊᐣᑎ ᒍᒡ ᐅᑦ ᒥᓯᐢ ᐃᑲᐢᒡ

- Tableaux 23
- Tables
- ᑲᐃᑎᓯᓀᑌᒡ

- Etats financiers 1989-1990 31
- Financial Statements 1989-1990
- ᓇᓴᐢ ᑲ ᐃᐣᐱᑦ 1989-1990

LE MESSAGE DES MEMBRES
MESSAGE FROM THE MEMBERS
ᑲᓂᑲᓂᐱᖏᑦᑐᖅ ᐅᑕᐅ ᒧᓇᐊᑦ

Les membres de l'Office désirent, dans le présent rapport, rendre hommage à M. Roger Grenier, président de l'Office, décédé en décembre 1990. M. Grenier était depuis huit ans membre de l'Office et avait occupé successivement les postes de vice-président et président.

Il s'était donné comme défi d'accroître l'implication de la population crie dans le développement et l'administration du programme et de préserver l'autonomie de l'Office. Convaincu de l'importance du programme et de la nécessité de l'adapter à la réalité socio-économique de la communauté crie, il a été l'un des principaux artisans de la mise en oeuvre des changements apportés au programme et du renouvellement des infrastructures et de l'organisation administrative de l'Office.

La volonté des intervenants, tant gouvernementaux que cris, d'adapter le programme à la réalité socio-économique actuelle de la communauté crie, a permis de respecter l'objectif initial prévu à la Convention de la Baie James et du Nord québécois qui était "d'assurer que la chasse, la pêche et le trappage constituent un mode de vie convenable pour les Cris, en garantissant à ceux qui le choisissent une mesure de sécurité économique compatible avec les conditions existant de temps à autre". A la lumière des données comptables et statistiques, on constate la place que le programme occupe dans la vie de la population crie.

Au cours de l'année 1989-1990, l'Office a donc poursuivi l'actualisation des modifications apportées au programme en 1988 lors de la signa-

In the present report, the members of the Board wish to pay tribute to Mr. Roger Grenier, Chairman of the Board, who passed away in December 1990. Mr. Grenier was for eight years a member of the Board and had sucessively been appointed as Vice-Chairman and Chairman.

The involvement of the Cree population in the development and the administration of the Program and the protection of the autonomy of the Board were his main goals. Convinced of the importance of the Program and of the necessity to adapt it to the socio-economic reality of the Cree community, he was one of the main actors in the implementation of the changes made to the Program and of the renewal of the framework and administrative organization of the Board.

The will of both the Cree and governmental authorities to adapt the Program to the present socio-economic reality of the Cree community has permitted the respect of the initial objective set forth in the James Bay and Northern Québec Agreement, which is "to ensure that hunting, fishing and trapping shall constitute a viable way of life for the Cree people, and that individual Crees who elect to pursue such way of life shall be guaranteed a measure of economic security consistent with conditions prevailing from time to time". The data and statistical information illustrate the part played by the Program in the life of the Cree population.

During the year 1989-1990, the Board has thus continued to implement changes made to the Program in 1988 when Complementary

ture de la Convention Complémentaire no 8. Le présent rapport reflète l'ensemble des activités réalisées au cours de l'année et présente les résultats financiers de l'exercice.

En bref, le présent rapport propose un court historique du programme et reproduit un certain nombre de tableaux statistiques qui permettront au lecteur d'avoir une bonne connaissance des caractéristiques de la population participante.

C'est avec reconnaissance que l'Office témoigne dans le présent rapport de l'excellente collaboration obtenue au cours du dernier exercice. Les membres de l'Office adressent toute leur appréciation au Ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle. Nos remerciements vont également aux membres de l'Administration régionale crie pour leur appui. Il est également pertinent de souligner l'apport constant du personnel de l'Office.

Agreement No. 8 was signed. The present report reflects the activities of the past year and presents the financial statements for that same period.

In summary, the present report gives a short history of the Program and produces a number of statistical tables which will allow the reader to gain a better understanding of the participating population.

The Board wishes to acknowledge in the present report the excellent cooperation received during the past year. The members of the Board wish to thank particularly the Minister of Main-d'oeuvre, Securité du revenu et Formation professionnelle and the members of the Cree Regional Authority for their support. It is also opportune to make mention of the constant support received from the staff of the Board.

1988. ᐊᑉ ᑲᓇᐣᐤ ᑲ ᐃᑎᓯᓇᒃᑌᒃ ᑲ ᒪᓯᓇ ᐅᓯᓇᓄᒃ ᐃᔨᑯᑕᒃ ᑲᒋᑕᒃᑲᓄᒃ ᓇᒃᑯᒧᐃᐧᐣ ᐅ ᐊᓄᑎᒃ ᐯ ᑎᐊᒋ ᒪᒪᑲᒃ ᒪᓯᓇ ᐃᑲᒃ ᓂᑯᑦ ᑕ ᖃᑲᒃ ᑲ ᐊᑉ ᑐᑕᑲᓄᒃ ᐅ ᐊᓄᑎᒃ ᑲ ᒥᐅᐅᐸᐃᒃ ᐯ ᐱᐳᒃ. ᑲᔪ ᐊᑕᐦ ᐊᑉ ᐯᒃᐸᐃᒃ ᓇᐅᒃ ᐅᒃ ᐊᐅᐱᒃ ᐅ ᑲᐅᐱᒃ ᑲ ᒥᐅᐅᐸᐃᒃ.

ᒪᒧ ᒪᒃ ᐯᔪ ᐯᑕᒪᖓᒪᒃ ᐅ ᐊᓄᑎᒃ ᑲ ᒪᓯᓇᐣ ᐃᔪ ᒥᐳᐯᒪᒃ ᐯ ᑕᑲᒃ ᑕᒃ ᑲᐯᐣ ᐃᒃᐸᐃᒃ ᐅ ᓂᑐᐅ ᓇᐅᒃ ᐯ ᓂᐊᐃᑲᑕᒪᒃ ᐸᔪᒃ ᐯ ᓂᑐᑕᐧᐣᑲᓄᑲᒃᑲᐤ ᑲᑦ ᐯᒥᐳᐯᐸᑦ ᑲᑦ ᐁ ᐊᐳᒥᑕᑦ ᐁᑦ ᐊᐳᑦ ᐯᑎᑐ ᑯᐃᒃᐣ ᐯᓂᐯᑐᑦ ᐊᓄᔨ ᐅᒃ ᒥᑎᑕᑦ ᐃᓂᒃ.

ᐅᒋ ᒪᒃ ᑲᔪ ᐯᑕᒪᖓᒪᒃ ᐅ ᐊᓄᑎᒃ ᑲ ᒪᓯᓇᐣ ᐃᔪ ᒥᐳᐯᒪᒃ ᐯ ᑕᑲᒃ ᑕᒃ ᑲᐯᐣ ᐃᒃᐸᐃᒃ ᐅ ᓂᑐᐅ ᓇᐅᒃ ᐯ ᓂᐊᐃᑲᑕᒪᒃ ᐸᔪᒃ ᐯ ᓂᑐᑕᐧᐣᑲᓄᑲᒃᑲᐤ ᑲᑦ ᐯᒥᐳᐯᐸᑦ ᐊᓄᔨ ᐅᒃ ᒥᑎᑕᑦ ᐃᓂᒃ.

ᐅᒋ ᒪᒃ ᑲᔪ ᐯᑕᒪᖓᒪᒃ ᐅ ᐊᓄᑎᒃ ᑲ ᒪᓯᓇᐣ ᐃᔪ ᒥᐳᐯᒪᒃ ᐯ ᑕᑲᒃ ᑕᒃ ᑲᐯᐣ ᐃᒃᐸᐃᒃ ᐅ ᓂᑐᐅ ᓇᐅᒃ ᐯ ᓂᐊᐃᑲᑕᒪᒃ ᐸᔪᒃ ᐯ ᓂᑐᑕᐧᐣᑲᓄᑲᒃᑲᐤ ᑲᑦ ᐯᒥᐳᐯᐸᑦ ᐊᓄᔨ ᐅᒃ ᒥᑎᑕᑦ ᐃᓂᒃ.

LE PROGRAMME DE SECURITE DU REVENU DES CHASSEURS ET PIEGEURS CRIS
CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY PROGRAM
ᓂᑐᐣᐅ ᓇᓴᒃ ᐅᓇᓇᑲᒥᐊᑲᓗᓂᑦ

L'administration du programme

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris est composé de six membres dont trois sont nommés par l'Administration régionale crie et trois par le Gouvernement du Québec. La durée de leur mandat est laissée à la discrétion des autorités responsables de leur nomination, qui désignent chaque année et alternativement le président et le vice-président. En 1989-1990, la nomination du président a été faite par l'Administration régionale crie et celle du vice-président par le Gouvernement du Québec.

Administration of the Program

The Cree Hunters and Trappers Income Security Board is composed of six members. The Gouvernement du Québec and the Cree Regional Authority are each respcnsible for the nomination of three of the members. The duration of the mandate is at the discretion of the authority responsible for the appointment. Moreover, the chairmanship and vice-chairmanship alternate each year between the members named by the government and those designated by the Cree Regional Authority. In 1989-1990, the appointment of the Chairman was made by the Cree Regional Authority and that of the Vice-chairman by the Gouvernement du Québec.

ᐅᐱᒥᐸᐃᑕᒪᓗᑦ ᓂᑐᐣᐅ ᓇᓴᒃ ᐅᓇᓇᑲᒥᐊᑲᓗᓂᑦ.

ᐅ ᓂᑐᐅᓯᖅ ᑲᓀ ᓂᑐᔨᓂᓯᖅ ᐊᑉ ᓂᑐᐅ ᓇᓴᒃ ᐅ ᓇᓇᑲᒥᐊᑲᓗᓂᑦ ᐅ ᐱᒥᐸᐃᑕᒪᓗᑦ ᑯᑕᒃ ᐃᑎᕐᓂᐊᑲᓗᓂᑦ ᐊᓂᔨ ᐊᓂᒥ ᓴᐸᑎᓕᑕᑲᑦ. ᐊᑉ ᑯᐯ ᑎᑭᓂᑦᑕᑲᓂᑦ ᐊᓂᔨ ᑕᒪᒃ ᐃᓕᓴᕐᓂᐊᑲᓗᓂᑦ ᐊᓂᔨ ᒪᒃ ᐃᓛᒃ. ᐊᑉ 1989-1990 ᐊᑉ ᑲ ᐅᐅᔪᐃᐃᒪᓗᓂᑦ ᑲᓂᑲᓂᑲᑦ ᐃᓗ ᑎᐯᔨᓂᓯᖅ ᓕ ᐅᐅᔪᐃᐃᑐᐅᑦ ᐅᓂ ᐊᐅᔨ ᑲᓀ ᐊᐅᔨ ᑲᓀ ᐊᐅᔨ ᑐᐅᑦ ᑕᓕᑲᑦ ᑯᐯ ᐱᒥᐸᐃᑕᒪᓗᑦ ᐅ ᐅᐅᔪᐃᐃᒪᓕᑦ.

Les dispositions régissant la constitution, les responsabilités et les pouvoirs de l'Office se trouvent à la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q. c. S.3-2).

Provisions respecting the constitution, responsibilities and powers of the Board are found in the Act respecting Income Security for Cree Hunters and Trappers who are beneficiaries under the Agreement concerning James Bay and Northern Québec (R.S.Q. c. S.3-2).

ᐅᓕᑦᑕᒧᐊᖓᓚᒃ ᐅᓕᑦᑎᓚᐅᐃᑕᓂᓂ ᑎᐯᔨᓂᓯᖅᓇᓕᒃ ᐅᐃᔪ ᑐᑕᒪᒻᒪᒃᓚᒃ ᑲᓀ ᐅᓕᑦ ᐊᓂᔨ ᑲᓀᑦᑐᐅᑦ ᐊᑉ ᐅ ᐊᓂᒥ ᑐᐅᑦ ᓂᑐᐅᓯᖅ. ᐊᓂᔨ ᑲ ᓴᑎᑕᑦᑕᑯᓂᑦ ᐊᑉ ᐊᑉ ᐃᓕᓴᕐᓂᐊᑲᓗᓂᑦ ᐊᑉ ᐊᓂᔨ ᐃᓕᓴᕐᓂᐊᑲᓗᓂᑦ ᐊᑉ ᐅᐱᒥᐸᐃᑕᒪᓗᑦ ᐊᑉ ᐅᐅᔪᐃᐃᑐᐅᑦ ᑲᓀ ᐅᐱᒥᐸᐃᑕᒪᓗᑦ ᐊᑉ ᐅᐅᔪᐃᐃᒪᓗᑦ ᐊᑉ

Pour remplir ce mandat, l'Office a quinze employés à son service, dont neuf travaillent dans les différents villages cris et six au siège social à Ste-Foy. Les employé(e)s de l'Office, en majorité des Cris de la Baie James, ne sont pas membres de la Fonction publique. L'Office fixe par règlement les effectifs, normes et barèmes de rémunération de même que les autres conditions de travail de ses employé(e)s. Nous avons inclus en annexe la liste des employé(e)s de l'Office.

To fulfill its mandate, the Board has fifteen employees, of whom nine work in the various Cree villages and six at the head office in Ste-Foy. The majority of the employees of the Board are James Bay Crees and none of them are members of the Civil Service. The Board determines by regulation the staff requirements, remuneration standards and skills, and other conditions of employment of its employees. We have included in annex the list of employees of the Board.

Les sommes requises pour le paiement de prestations aux chasseurs et piégeurs cris et pour le fonctionnement administratif de l'Office sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature. L'Office est donc entièrement subventionné par le gouvernement. Les états financiers vérifiés pour l'année 1989-1990 sont reproduits à la suite du présent rapport. Les dépenses totales au 30 juin 1990 se sont élevées à 13 346 953 $ soit 12 713 826 $ en prestations et 633 127 $ en fonctionnement. Les coûts d'administration tant pour le siège social que pour les huit bureaux locaux représentent 4,7 % des dépenses totales.

The sums required for the payment of benefits to the Cree hunters and trappers and for the operating costs of the Board are voted annually by the National Assembly. The Board is thus entirely funded by the government. The audited financial statements for the year 1989-1990 are reproduced at the end of the present report. As at June 30, 1990, expenses totaled 13 346 953 $ including 12 713 826 $ in benefits and 633 127 $ in operating expenses. Operating expenses connected with the head office and the eight local offices represent 4,7 % of the total expenses.

Le résumé des règles du programme

L'origine du programme de sécurité du revenu pour les chasseurs et piégeurs cris remonte à la Convention de la Baie James et du Nord québécois signée le 11 novembre 1975 entre les gouvernements du Québec et du Canada, Hydro-Québec, la

Summary of Program rules

The origin of the Cree hunters and trappers Income Security Program is found in the James Bay and Northern Québec Agreement signed on November 11, 1975, between the Governments of Québec and Canada, Hydro-Québec, JBDC, JBEC, the Crees and the Inuit. Offi-

SDBJ, la SEBJ, les Cris et les Inuit. Mis sur pied officiellement en 1976, il a comme objectif principal de favoriser le maintien et la survie d'un mode de vie traditionnel en assurant, entre autres, une garantie de revenu aux chasseurs et piégeurs cris. Il s'adresse aux Cris résidant au Québec qui pratiquent les *activités d'exploitation* [1] comme mode de vie. La présente section contient un bref résumé des principales dispositions qui régissent l'admissibilité et le calcul des prestations.

cially established in 1976, it has as its main objective to allow the continuation and survival of a traditional lifestyle by ensuring, among others, an income guarantee to Cree hunters and trappers. It is aimed at Crees residing in Québec who practise *harvesting activities* [1] as a way of life. The present section summarizes the main rules for both eligibility and calculation of benefits.

ᑲᑕᑦ ᑲᔪ ᐁᓂᑐᐅᓇᓂᐃᒡ ᐁᐃ ᐅᒡ ᐱᒪᒋᐅᑦᑕᑦ (1) ᕈᑲ ᒋ ᒥᔾᑲᓂᐃᒡ ᓂᑐᐅ ᓄᔾ ᐁᑯᑦ ᒣᑦ ᒪᓯᓇᑌᒡ ᐊᑦ ᐁᑯᓇᐊᒪᓂᑦ ᐊᐁᑦ ᒣᒥᔾᑲᓂᑦ ᑲᔪ ᑕᑦ ᐃᑦᐱᑦ ᒣᒥᔾᑲᓂᑦ ᐊᓂᔪ ᓂᑐᐅ ᓄᔾ

Les conditions d'admissibilité permettent d'identifier les personnes pour qui la pratique de la chasse, de la pêche et du piégeage constitue l'activité principale, et les règles de calcul des prestations assurent une garantie de revenu basée avant tout sur l'effort individuel.

Eligibility criteria were designed in order to identify persons for whom the practice of hunting, fishing and trapping constitutes a main activity, and the rules for the calculation of benefits try to ensure a guaranteed income based essentially on individual effort.

ᐊᐁᑦ ᐁᐃ ᐊᐸᒋᐊᑦ ᓂᑐᐊ ᓄᔾᑦ ᔭᐃᑌ ᐊᑎᑎ ᓂᑐᐅᓂᒡ ᓂᑐᒣᓇᓱᐅᓂᒡ ᐅᔪ ᕈᑲ ᐃ ᐱᒪᒋᐅᑦ. ᓂᒡ ᐁᑯᒋᑦᑕᑦ ᐊᐁᑦ ᐁᐃᒋ ᐃᑎᓂᑦᑕ. ᐁᐅᑯᑦ ᑲᔪ ᒣᓇ ᐊᐸᑕᑯᓇᒡ ᒉ ᐃᑦᐱᑦ ᒥᔾᑲᓂᑦ.

En premier lieu, lorsqu'une communauté crie a mis sur pied un comité local de chasseurs et piégeurs, le nom du chef de l'unité de bénéficiaires doit apparaître sur la liste préparée par le comité. Cette liste identifie les personnes *"qui selon la coutume de leur communauté, se consacrent aux activités d'exploitation et aux activités accessoires comme mode de vie conformément aux traditions d'exploitation et aux règles de la communauté"* [2].

Firstly, when a Cree community has set up a local hunters and trappers committee, the name of the head of the beneficiary unit must appear on the list prepared by the committee. The list identifies *"persons who, according to community custom, are practising harvesting activities as a way of life in accordance with the harvesting traditions and the rules of the community"* [2].

ᓂᑦᑕᒡ ᐃᑦᑯᑕᒡ ᐁᑦ ᐃᓄ ᐃᑕᐅᑦ ᑲ ᒋᔪ ᓂᐃᐸᐃᑕᑦ ᖃᑦ ᐃᑕᐃᑦ ᐁ ᐊᐱᑐᑕ ᓂᑐᐅᓕ ᑲᔪ ᓂᑐᔨᓕ ᐁ ᒥᓂᐱᑕᑦ ᑲᑎ ᐁᑯᑦ ᐁᐃᑐᐊᑦ ᐁᑦ ᐅᑎᓕᓕ ᑲᔪ ᑲᑕ ᒪᓇᓕ ᐊᑲᓄ ᐁᑦ ᒣᒪᔾᑲᑦ. ᑲ ᐅᔪᑕᑦ ᐅᒋ ᑲ ᐊᐱᑐᑕᑦ ᓂᑐᐅᓕ ᑲᔪ ᓂᑐᔨᓕ ᐁᑦ ᒪᓇᓕ ᐃᐃ ᐃᑕᒪᒣᒪᑦ ᐊᓄᒋ ᑲ ᒪᓇᓕᑦ. ᑲᔪᑌ ᑲᑕ ᐅᒡ ᐱᒪᒋᐅᑦ ᐃᒡ ᐁᑦ ᐃᒪᒋᐅᑦ ᐁᐃᑐᐊᑦ ᐁᑦ

En plus, les chefs d'unité de bénéficiaires ou de famille doivent consacrer plus de temps aux activités traditionnelles qu'à un emploi rémunéré et le programme exige un minimum de 120 jours. Cette exigence doit être rencontrée durant l'année précédant la demande

Secondly, to be eligible, the heads of beneficiary units or families must spend more time in the practice of traditional activities than in wage employment, and the Program requires a minimum of 120 days. This requirement must be met during the year preceding the application for

ᒣᑦ ᐁᒃᐁᑦ ᐁᐃᑦ ᓂᑐᐊ ᓄᔾᑦ. ᐊᓂᔪ ᑲᓂᑲᓂᒃᑲᑦ ᐅᔪᐁᑐᓇ ᖁᑕᐃᒡ ᑲᑕᑦᑕᑦ. ᑕᐯ ᑲᔪ ᓂᑐᐅᓂᒡ ᐅ ᐃ ᐅᑕᒋᐅᑦᑕᑦ ᐃᑦᐱᓵᑦ ᐁᑦᑎᓂᐅᓂᒡ ᓂᑐᐅ ᓄᔾᑦ ᑲᔪ ᒪᑦ ᓂᑐᐅᐃᑕᑯᓇᒡ ᐅᔪ ᒥᔾᑲᓂᑦᑕᑦ ᓂᑐᐅ ᑲᑎᓂᑦ ᐁᑦᑎᓂᐅᓂᒡ ᒥᔾᑲᓂᑦᑕᑦ ᓂᑐᐅ ᐁᑦᑎᓂᐅᓂᒡ ᐁᑦ ᐃᓱᓇᓂᒡ ᑕᐯ ᓂᑐᐅᓂᒡ ᐅᐃ ᐅᑦ ᐱᒪᒋᐅᑦᑕᑦ

d'inscription, ce qui a pour effet d instaurer une année de qualification durant laquelle aucune prestation n'est versée.

enrollment and consequently creates a qualifying year during which no benefits are paid.

Les chefs de famille doivent par la suite rencontrer ces mêmes exigences chaque année pour conserver leur admissibilité. Certaines exceptions sont prévues dans les cas de circonstances inhabituelles (e.g. maladie) qui ont empêché le chef de qualifier l'unité.

The heads of the beneficiary units must meet the same requirements each year in order to be eligible for the following year. Certain exceptions are provided in unusual cases, such as illness, which resulted in the head being unable to qualify the unit.

ᐊᑦU Lᑦ Δᔪ σ ᑕᒥᑦ Jᑦ bᑕ Δ
bₐ ᐊ<ᑕJᑦ ᐊσᓂ ᑕᑐ ᒥᔨᑲᑦ ᓂᑐᐅᓂᑕdσᑦ
ᒣᔪdᑦ ᐱ>ᑦ ᒣΔᑦᐱᑦ ᐊᐅᑦ ᐊᐅᑦ ᐁΔ
ᐊᐸᒥᐊᑦ σᑐᐅ ∩ᔭᑦ ᑕdᑦ Lᑦ Δ∩ᐁᐅᑦ
ᒣᒥ σΔ<Δᑐᐊbₒᑦ ᐊᐅᑦ ᐁb Δᑦᐱᑦ ᐊᐅᑦ
ᐊσᓂ σᑐᐅ ᒥᔨᑲᑦ ᐊdᓯσᓂ ᐁᒥ ᑐᑕdᑦ
ᐁᒥ ᐁb σΔ<Δᑦ

Eligibility is thus related directly to the activities of the head of the family, who is defined as the Cree beneficiary who, taking into account native customs, is considered to provide for the needs of his family, or who is an unattached individual 18 years of age or over. However, the calculation of benefits takes into consideration all the members of the beneficiary unit.

ᐊᑦ boᓂoᑦdᐊᑦ ᐯᔭdUₒ Jᑦ bᑕ
bₐ ᐊ<Lbₒ Cᑦ ᐁΔ∩ᑊ ᐊσᓂ ᐁᐱ>σᑊ
ᐊᑦ Lᑦ b σboᑦbᐊᑦ ᐯᔭdUₒ b
Δᔪᒥ∩ᐊₒᑊ ᐁᐅᑦ b ᐱLᒥᐊᑦ ᐅΔᒥLbᑦ bᔦ
ᐅᑕᐊᔪᑦ ᓀᑦᑐ ᐊᑦ ᔦᑦ ᐅᑦU ᔭₐᓀᐅᔦᑦ ᐁ
Δ∩Cᐳᓀᓯᑦ ٩ₒᐊ<Lbₒ Δᑊ Cᑦ ᐁ∩ᔪ
ᐯᔭdUₒ ᐊσᓂ ᐅ∩< ᐊLdᓯᐅₐᐊᑦ ᐁΔ
ᒥᔭbₒCᑦ

Les objectifs du programme se reflètent également au niveau du calcul des prestations qui sont avant tout fonction des activités d'exploitation puisque la majeure partie des argents versés tient compte du nombre de jours passés dans le bois par les adultes membres de l'unité. Par conséquent, les revenus de familles de même taille peuvent être différents.

The method used in the calculation of benefits payable also reflects the objectives of the Program. Benefits paid are primarily function of harvesting activities, since the major part of the monies paid takes into account the number of days spent in the bush by the adult members of the family. Consequently, income of families of the same size may vary.

bᔦ ᐁdᑦ ᐁᒥ<Δᑊ ᐊᑦ ᐁᑦᐱᔦᑊ ∩< ᐊLᑐᑦ
ᐁᐅᑦ ᐊᑦ ٩ ₒ ᐊ< Cbₒᑊ σᑦCᑊ ᐁᑦCbₒᑊ
ᐊᑦ ∩< ᐊLdᓯᐅᑦ Cᑦᑐᑦ ᒥᔨᑲ° b Cᑦ
ᐊᑦ ᐊᐁᑦ ᐊᑦU σᑐΔ. ᐊσᒥ ᒥᓇΔᔭᓂᑊ
ᐊᑦᑦ ᐯᔭdUₒ ᐁdᑦ Lᑦ ᐁᒥ<Δᑊ ᐊᑦd
ᐁb ᐯᔭdᓂᑊ ᐁ ΔᑎᔪCᑦ ᐯᐯᔭdUₒ ᐁb
ᐯᔭdᓂᑊ Δᑦᐱᔦᑊ ᐅ∩< ᐊLdᓯ Δσᐊᑦ.

Pour établir les prestations annuelles de chaque unité l'Office s'appuie sur les paramètres suivants: la durée de la période consacrée à la chasse, la pêche et le piégeage; les gains annuels de l'unité et la taille de la famille. Le calcul des prestations se fait en deux étapes. En premier lieu, un montant est versé pour chaque journée passée dans le bois par les chef et conjoint des unités

The calculation of benefits takes into account the following parameters: the amount of time spent in hunting, fishing and trapping, the annual income of the unit and the size of the family. The calculation of benefits is made in two stages. Firstly, an amount of money is paid for each day spent in the bush by the head and the consort in the practice of harvesting or related activities. The Act pro-

ᐁᐅᔪ Cbₒᑊ ∩< ᐊLdᓯᐅᑦ ᐁᐅᑦ ᒣbᑦ
٩ₒᐊ<Cbₒᑊ Cᑦ b Δᑦᐱᑦ σᑐᐅᑦ ᐊᐁᑦ.
ᐁσᑐᒣᔦᑦ. ᐁσᑐᔪᓀᑦ. Cᑦ ᐁᑦᐱᑦ
ᐅ∩ᓯᑦ ᐊᑦᑦ ᐯᔭᑊ ᐱᐅᑦ ᐊᑦU σᑐΔ ᐁᒥ
Δᑕᑦ ᐯᔭdUₒ ᐁᒥ σᑐᐅᑦ∩. ᑕdᑦ Lᑊ
ᐃᓇᐁᐅᑦ ᐁb ᐅᓯU σᓀᐅᒥᑕᑐᒥₒ Γᑦ
ᓂᒥ∩ₒᐁ ∩ᑐ σᑐᐅ ᒥᔨᑲ° ᒣᒥ
∩<ᐊᒧᐊbₒᑦ ᐯᔭᑊ ᒥᓇΔₒ ᐯᔭᑊ ᐱᐳᑦ
ᐅ ᑲᐱᐳᑊ 1989-1990 σᑦᑐᒥ∩ₒ
σᑦᑐᓀᑦ ∩ (33.42 $) ᒥ Γᔭbₒ ᐯᔭᑊ

dans l'exercice des activités d'exploitation ou activités accessoires. La loi prévoit un maximum de 240 jours payables par adulte. En 1989-1990, l'allocation journalière était de 33,42 $ pour un maximum possible de 8 021 $ par adulte ou 16 042 $ pour une unité comprenant deux adultes.

Un montant supplémentaire, le montant de base garanti, calculé en fonction de la taille et des revenus de l'unité peut s'ajouter aux allocations journalières. Les taux utilisés se trouvent au Tableau 5. Du montant de base sont déduits à 40 % les revenus nets de l'unité et à 100 % les prestations de la sécurité de la vieillesse. A moins d'être spécifiquement exclus [3], tous les montants reçus par les membres de l'unité à titre de revenus ou salaires, y compris les allocations journalières versées en vertu du programme sont considérés comme revenus.

Même si la règle de base exige que la pratique des activités d'exploitation constitue le mode de vie des bénéficiaires, ceux-ci peuvent cependant participer à certaines activités économiques de la région en travaillant de façon saisonnière ce qui leur permet d'ajouter à leur revenu. L'inverse n'est cependant pas autorisé, c'est-à-dire détenir un emploi régulier et recevoir en supplément des prestations du programme.

Le programme s'adresse spécifiquement à des personnes qui poursuivent un mode de vie traditionnel et tente de leur assurer une garantie de revenu en fonction de ces activités. Il ne permet pas le cumul avec un programme fédéral ou provincial d'aide sociale.

vides a maximum of 240 days payable per adult. In 1989-1990, the per diem was 33,42 $ for a possible maximum of 8 021 $ for each adult or 16 042 $ for a unit with two adults.

Secondly, a supplementary amount, known as the guaranteed basic amount, based on the size and income of the unit may be added to the per diem. The rates used for this calculation are found in Table 5. From this amount, 40 % of the net income and 100 % of old age pension benefits must be deducted. Unless specifically excluded [3], all income and salaries of the members of the unit are considered as income, including the per diem paid under the Program.

Even though the basic rule requires that the practice of harvesting activities constitute a way of life for the beneficiaries, they may participate in certain economic activities in the region by working on a seasonal basis which allows them to add to their income. The beneficiary may not, however, do the opposite; he or she cannot maintain a regular employment and supplement his or her income with Program benefits.

Because the Program is designed specifically for persons who pursue a traditional way of life and tries to ensure an income guarantee based on these activities, it does not allow the combination of benefits paid thereunder with those of federal and provincial Social Aid programs.

ᒪᓕᓂ ᐯᖅᑦ ᒥᔨᑉ ᒪ ᒪᑦ ᒪᐅᑦ ᒥᑕᐃ ᐅ ᒥᖅᓂᑕᑦ ᐯᖅᑦ ᒪᓕᓂ ᖃᓄᓂᐊᓕ ᒪᒥᑕᑐᒥᓂ ᒥᓵ ᓂᑕᓂᐯᖅᑦ ᒥ ᐃᓵᐱᐃᐁᖅ ᐅᑦ (ᐅᐯᓴᑦ 8,021$. ᑲᔪ ᐅ ᓂᔨᑕᑉ ᐅ ᐃᒋᒪᑲᓵ 16,042)

ᐃᓱᐊᑊ ᖁᖅᓂᑦ ᓂᑐᐅᓴ ᑲ ᐊᖅᑦ ᐅ ᓂᑐᐅᒋᔨᑲᑊ ᑕᓵ ᐅᑎᔨᑕᑉ ᐯᖅᑯᓗᓂ ᑲᓀᐊᒪᓂᐃᑊ. 5 ᑲᐃᑎᓴᓇᑌᑊ ᑲ ᒪᓴᓇᑌᑊ ᐅᑯᑦ ᒉ ᐊᐸᑕᒉᑦ ᑕᑉ ᐅᑉᐱᓵ ᒥᖅᓂᓕᑕᑉ ᓇᓇᑯ ᐅᐃᑎᔨᑕᑉ ᐯᖅᑯᓗᓂ ᐅ ᐯᖅᑯᓗᓂ ᐅ ᐃᑎᓴᓇᑕᑉ ᑲ ᐃᔨᓂᑉᐳᑦ (40) ᐸᑉᔪᑦᑕᑉ ᐅᐃᓀᓂᑊ ᐃ ᐱᑉ ᐊᔪᓂᓀᓴᐯᖅ ᑲᒃᑭᒪᓴᑕᑉ ᓇᓴᑦ ᑲᔪ ᒥᑕᑐᒥᓂ 100 ᐸᑉᔪᑦᑕᑉ ᐅᐃᓀᓂᑊ ᐊᔪᓂᓀᓴᐯᖅᑦ ᐃᑦ ᒪᓕᓂ ᓇᓴᑦ ᔪᐸᓴᑦᑕᑉ ᐃᑦ ᐅ ᐊᔪᓂᓀᑕᑉ ᐃᑦ ᓂᑐᐅ ᓇᓴᑦ ᒥᓴᐅ ᐊᐅᑦ ᐃᓵᐱᐃᐁᖅ ᑕᑉ ᑲᐃᑎᑦ ᑲᒃᑭᒪᓴᑕᑉ ᓇᓴᑦ ᐅ ᐊᔪᓂᓀᑕᑉ ᑲᔪ ᑕᑉ ᐅᑎᑦ ᐊᐅᑦ ᓂᑐᐅ ᒥᔨᑉᐳᑦ.

ᐃᑦ ᐃᑦ ᐅᐅᑊ ᒥᒥᑕᓂᑊ ᐃᓇᐅᐅᑦ ᐅ ᓇᑕᐅᐃᑕᑊ ᐃᑦ ᐅᐃᔨ ᐅᑕᒥᐃᑦ ᐊᐅᑦ ᐅᐃᓂ ᐃᑕᑊ ᐃᑦᑕ ᐅ ᐃᔨ ᐱᒪᒥᐅᑕᑉ ᐊᒥᑦ ᑲ ᐊᐸᒥ ᐊᑕᑉ ᓂᑐᐅ ᓇᓴᑦ ᑲᑕ ᒥ ᐃᔨ ᐱᒥᐸᐃᑕᓂᑊ ᔪᑕᑊ ᒣᓴ ᒣᑦ ᐅᑊ ᔪᒥᐸᐃᑕᑉᑕᑦ

Les prestations sont calculées sur une base annuelle et réparties en quatre paiements effectués les 1er septembre, 1er janvier, 1er avril et 30 juin. Le calendrier correspond, dans la mesure du possible, à celui des chasseurs et piégeurs. Par exemple, ceux-ci quittent habituellement les villages au début de l'automne pour rejoindre les terrains de piégeage et y reviennent soit en janvier, soit au printemps. L'automne et le printemps sont consacrés à la chasse à l'oie alors que l'été, les chasseurs et piégeurs s'installent dans les villages. Les paiements sont donc effectués aux périodes où la majorité des bénéficiaires sont dans leur communauté respective.

The benefits are calculated on an annual basis and paid to the beneficiaries in four installments on or about September 1, January 1, April 1 and June 30. This calendar corresponds, as much as possible, to that of the hunters and trappers. For example, they usually leave the villages in early autumn to go to their hunting grounds and return to the communities in January or in the spring. Fall and spring are periods spent in goose hunting, while during summer the hunters and trappers usually settle in the villages. The payments are thus made at periods when most of the beneficiaries are in their respective communities.

ᐯᕆ ᐱᐳ ᑌᐱᒋᑕᒃᓗ ᐊ ᑎᐸᐊᒪᐳ. ᒧ ᒥᖅᑐᓄᐅᐸᐃᓂᑦ ᓄᐊ ᐯᕆ ᐱᐳ ᐃᓐᐱ ᖃᓗᓯ ᓂᑐ ᐱᓂᒪ ᐊᑦ ᓂᑕ ᐯ ᒥᐊᓗ ᐯ ᐅᓐᑯᑯᓐ ᒥᔨᖅᑎᖅᓴ ᐱᓂᒪ ᒪᐃ ᐊᓗ ᐃᓐᑲᐸᓄ ᐱᓂᒪ ᐯᐅᓐᑯᑯᓐ ᑲᔪ ᒪᑦ ᓂᒋᐱ ᐱᓂᒪ ᐊᑦᑕ ᒪᒋᑦ ᐯ ᒥᐊᓗ ᐯᑯᑦ ᐊᑦ ᐯ ᐃᓐᑲᑯᓐ ᐯᑯᑦ ᐱᓂᒪ ᐯᑐᓐᑯᑯᓐ ᑲᔪ ᒪᑦ ᓂᒋᐱ ᐱᓂᒪ ᐊᑦᑕ ᒪᒋᑦ ᐯ ᒥᐊᓗ ᐯᑯᑦ ᐊᑦ ᐯ ᐃᓐᑲᑯᓐ ᐅᓕᐅᐸᐃᓂᑦ ᐱᓂᒪ ᐯᑐᓐᑯᑯᓐ ᑲᔪ ᓂᑐᓐᑯᑯᓐ ᐯ ᒥᐊᓗᐃᑕᑦ ᐱᓂᒪ ᓂᑐᐅᐸᐃᓂᑦ ᐃ ᑲᓇᐊᐸᑕᓇᓐᑦ. ᐯᑯᑦ ᐯᑦ ᓄᑐᑦ ᐃᓐᑲᑯᓐ ᐊᑦᑕ ᒪᒋᑦ ᐯ ᒥᐊᓗ ᐯᑯᑦ ᐊᑦ ᐯ ᐃᓐᑲᑯᓐ ᐅᓕᐅᐸᐃᓂᑦ ᐱᓂᒪ ᐯᑐᓐᑯᑯᓐ ᑲᔪ ᓂᑐᐅᐸᐃᓂᑦ ᐃ ᑕᐅᓐᑯᑯᓐ ᐯᑦ ᐯᑯᐱᓂᒪ

LES ACTIVITES DE L'ANNEE 1989-1990
ACTIVITIES FOR THE YEAR 1989-1990
ᑕᐢ ᑲ ᐃᒃᓯᐃᑦ ᓂᑐᐅ ᓇᓂᐢ ᐅᑕᑊ ᑲᐱᐅᒃ 1989-1990

Participation au programme

Les Cris font partie des communautés suivantes: Mistissini, Chisasibi, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji, Eastmain, Whapmagoostui et Némiscau. La population totale au 19 juin 1990 était de 10 682 personnes. De ce nombre, 9 880 étaient résidents du Territoire de la Baie James, c'est-à-dire la région couverte par la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

Pour l'année 1989-1990, 1 193 unités de bénéficiaires étaient inscrites au programme pour un total de 3 188 personnes, soit environ 32 % de la population résidante. Un peu plus de la moitié des unités de bénéficiaires, soit 603 unités, est composée de 2 adultes. Près de 40,2 % des unités comprennent des enfants à charge. La composition des unités présente donc un reflet assez exact de la population crie en général puisqu'environ 44 % de celle-ci est âgée de moins de 18 ans, ce qui correspond également au pourcentage d'enfants inscrits comme dépendants dans les unités de bénéficiaires.

Participation in the Program

The Cree are members of the following communities: Mistissini, Chisasibi, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji, Eastmain, Whapmagoostui and Nemaska. The total population, at June 19, 1990, was 10 682 persons. From this number, 9 980 persons were residing in the James Bay Territory, the region covered by the James Bay and Northern Québec Agreement.

For the year 1989-1990, there were 1 193 beneficiary units enrolled in the Program for a total of 3 188 persons, representing approximately 32 % of the population residing in the Territory. Over half of the beneficiary units, 603 units, include 2 adults and in approximately 40,2 % of the total number of units, dependant children are included. The composition of the units is an almost exact image of the Cree population in general, where 44 % is under the age of 18. It corresponds also to the percentage of children enrolled as dependants in the beneficiary units.

ᑲ ᐊᐸᒥᐊᑕ° ᓂᑐᐅ ᓇᓂᐢ

ᒥᐢ ᐯᐃ ᐃᓵᓂᐢ ᐊᐸᒥ ᐁᑐᐢ ᓂᑐᐅ ᓇᓂᐢ ᐊᐢᑌ <ᐯᓵᐟ ᐁ ᐃᑎᑕᑲ° ᐅᓵ ᐃᑕᐅᐢ ᒥᐢᑎᓂᓂ. ᒥᐢᑲ ᐃᑲᓂᐱ. ᐊᐢᑲ ᐃᑲᓂᐢ. ᐃᒥᐢᒥ. ᐃᐢᑦ ᒣᐢ. ᐊᐸᒣᐢᑐ ᑲᔾ ᓂᒥᐢᑲ° ᐅ ᒍᔾᐁᓵ° ᐱᓂᐢ 19, 1990 10,682 ᒥ ᐃᑎᓇᐢ ᒪ ᒧ ᔾᓄᓂ° ᐁ ᐃᑎᑐ ᐊᐢᑲᐃᓂᓂᑦᑕ° ᐃᓵᓂᐢ ᐅᓵ ᒪᐢ ᐁ ᑕᒧᑕ° 9,980 ᐃᒍᐢ ᐅᑕ ᒣᐃᒥᐢ ᐯᐃ ᐊᐢᒥᐢ ᑲ ᐊᐢᑎᐢᑕᐃᓂᑦᑕ° ᐊᐢᑦ ᐊᐢ ᒥᐢ ᐯᐃ ᑲᔾ ᒥᐢᐁᑎᓂᑦᑕ° ᐃᐢᑦ ᐃᐢᑦ ᐃᓂᐢᑲᓂᐢ

Jours-personnes

La majeure partie des revenus des unités de bénéficiaires est fonction du nombre de jours consacrés aux activités d'exploitation et activités accessoires lesquels sont rémunérés sur la base de 33,42 $ par jour par adulte. La loi prévoit un maximum de 240 jours payables par adulte et fixe une limite globale de 350 000 jours pour l'ensemble des bénéficiaires du programme.

Le Tableau 3 nous indique qu'en 1989-1990, 344 541 jours ont été rémunérés pour une moyenne de 289 jours par unité de bénéficiaires, ce qui représente une augmentation moyenne de 3,2 %. Dans le nombre de jours rémunérés, on comprend également les jours pour lesquels des prestations de maternité ont été versées, soit 555 jours pour l'année 1989-1990. Cependant, ce tableau ne réfère qu'aux jours pour lesquels une prestation a été calculée. On estime que le nombre de jours effectivement consacrés aux activités d'exploitation se situe aux alentours de 384 167, soit 322 jours par unité de bénéficiaires. Le Tableau 4 compare par communauté les jours passés dans le bois et les jours payables.

La différence entre le nombre de jours rémunérés et celui des jours effectivement passés dans le bois s'explique, entre autres, du fait que les journées consacrées aux activités d'exploitation en excédent du maximum de 240 jours ne sont pas prises en considération dans le calcul des prestations. De plus, la loi prévoit que, lorsqu'un bénéficiaire reçoit un montant ou un salaire pour une journée (e.g. Commission de la santé

Person-days

Beneficiary units derive their income mainly from the number of days spent in harvesting and related activities. Each day is remunerated on the basis of 33,42 $ per day per adult, and the Act provides a maximum of 240 days payable for each adult. A global limit of 350 000 days is also established under the Program.

Table 3 indicates that in 1989-1990, 344 541 days were remunerated, representing an average of 289 days per unit or an average increase of 3,2 %. In the number of days paid is also included 555 days for which maternity benefits were paid in 1989-1990. However, this table refers only to days for which a per diem was calculated. We estimate that the number of days effectively spent in harvesting activities would be closer to 384 167, for an average of 322 days per beneficiary unit. Table 4 compares by community the number of days spent in the bush and the number of days payable.

The difference between the number of days paid and the number of days spent in the bush is explained, among other things, by the fact that the Program stipulates a maximum of 240 days payable per adult. Any day in excess of 240 is not remunerated. Moreover, the Act provides that when a beneficiary receives an income or a salary for any given day

ᓂᐃᐅ ᒥᔨᓐᓄᐊᓕᖅ

ᒪᒧ ᐅᖃᐅᓚᓄ ᐅ ᐃᓐᐱᐊᓐ ᑲᕐᑕᒪᓂᑦ ᓇᖅᑐ ᐅᒥᐊᔪ ᐊᑦᑕ ᓂᐃᐅ ᒥᔨᓐᓄᐊᓕᖅ. ᐅᖃᐊ ᒥᓇᐃᓚ ᐅᑎᓂ 33,42$ ᐅᖃᐊ ᒥᔨᓐᓄ. ᑲᔪ ᐊᑦ ᐃᓇᐅᐅᐅᓐ ᒪᓂᓕᑲᖅ ᐅᑲ ᐅᓂᑲ 240 ᑕᑐ ᒥᔨᓐᓄ ᖃᐅ ᑎᐊᔪᓕᓚᓂᑦ ᐅᖃᐊ ᒥᐃᓚᓚ. ᒪᒧ ᐅᖃᐊ 350 000 ᓂᐃᐅ ᒥᔨᓐᓄ ᒥᖅᑎᓚᐅᐊᑦᑕᓚᓚᐃᑦ ᐊᑦᒥ ᓂᐃᐅ ᓇᖅᑐ ᖃᐊᑦᑕᑦ ᐊᑕᓐ.

ᒥᐊᐸᑲᓚᓚ 3 ᖃᓄᐃᑦ ᐱᑎᓂᓕᑲᖅ ᐅ 1989-1990, 344 541 ᖃᓄᐃᑦ, ᑎᐸᐃᓚᓚ ᓂᐃᐅᒥᔨᓐᓄᐊᓕᖅ, ᐃᓕᐅ ᒪᓐᓇᖅᑐᖅ 289 ᑕᑐ ᒥᔨᓐᓄ ᒥ ᑎᐸᐊᔪᓕᓚᓂᐃᑦ ᐅᖃᐅᓚᓄ. ᐅ ᒪᓐ ᑲ ᒪᓂᓕᑲᖅ ᔪᓐ ᓂᐃᐅ ᒥᔨᓐᓄ ᑲ ᑎᐸᐃᓚᓚᐃᑦ ᐊᐃ ᔪᑐᖅ ᐃᑲᐅᑕᓚᓚ ᒪᓐ ᐃᓕᐅ ᒪᑦᑎ 555 ᑕᑐ ᒥᔨᓐᓄ ᑎᑎᐸᐃᓚᓚ ᐊᑦ ᐅᓐᓄ ᐃᐸᖅ ᐅ ᓂᐃᐅ ᐊᐸᒪᓂᑦ ᐅ ᑲ ᐱᐳᓐ 1989-1990. ᔪᓐ ᒪᓐ ᐅᐅᔪᑦ ᐅᓂᐅ ᒥᔨᓐᓄ ᑲ ᐊᔪᐸᐃᓚᓚ ᐅᑦ ᒪᓐ ᐃᓕᐅ ᐅ ᐃᑎᑎᑕᒥᓇᓚᓐ ᐊᑦ ᑕᑐ ᒥᔨᓐᓄ ᐅ ᓂᐃᐅᓇᓚᓐ ᑲᑕ ᐅᔪᓇᑦ 384,167, ᐊᑦᑕ ᐅᓐ 322 ᑕᑐ ᒥᔨᓐᓄ ᐅᑎᐸᐊᔪᓕᓚᓂᑦ ᐅᖃᐅᓚᓄ. ᐊᑦ 4 (ᓚᐤ) ᑲᐃᑎᓂᓕᐅᓐ ᐅ ᐊᑦ ᑲᓇᐊᐸᑕᓚᓐ ᐊᑦᑕ ᐸᐅᔪ ᐃᑕᐅᑦ ᑕᑐᑕ ᒥᔨᓐᓄ ᐅᑕᑦ ᐊᐅᑦ ᐊᑐᐅ ᓂᐃᐅ ᑲᔪ ᒪᓐ ᑕᑐ ᒥᔨᓐᓄ ᖁ ᑎᐸᐊᔪᓕᓚᓂᑦ.

ᐊᑦ ᒪᓐ ᐅᑦ ᐅᑲ ᐅᖃᐅᓚᓐ ᐃᑎᓂᓕᐅᓐ ᐊᓂᐸᐃᓚᓐ ᐅᓂᐅ ᐅᒥᔨᓐᓄᑲᓚᓐ ᓂᐃᐅ ᑕᐃᓐ ᐅᒥ ᐃᑕᓚᓐ ᑲᔪ ᐊᓂᐸᐃᓚᓐ ᐅᒥᔨᓐᓄᑲᓚᓐ ᐅᑎᐸᐊᔪᓕᓚᓂᑦ ᐃᑲᐅᑕᓚᓐ ᐅᑲ ᐅᓂᐅᓇᓚᓐ ᐅᐃᑎᑎᑕᒥᓇᓚᓐ ᐅᑲ ᐅᓐᓄᑲ 240 ᑕᑐ ᒥᔨᓐᓄ ᖁᒥᐅᑦ ᐃᑎᓂᓕᐅᓐ ᐅᑎᐸᐊᔪᓕᓚᓂᑦ. ᓇᔪᐃᐃ ᐅᑎᑕᐃᓐ ᒥ ᑎᐸᐊᔪᓕᓚᓂᑦ ᐊᐅᑦ ᐅ ᐸᑕᐊᑦ. ᐅᓂᐅ ᑕᑐᒥᔨᓐᓄ ᑲᔪ ᒪᓐ ᐊᑦ ᐅ ᒪᓂᓕᑲᖅ ᐃᓐᓇᐅᐅᐅᓐ ᐃᑎᓂᓕᐅᓐ ᒥᔨᓐᓄᑲᓚᓐ ᖁᑲᑦ ᐅᐱᒋᔭᐅᓚᓐ ᐅ ᐊᑦᑕᑎᓂᑦ ᒪᓐ ᐅᓂᐅᓇᓚᓐ ᐅᑲ ᐅᓐᓄᑲ ᐅᒥᔨᓐᓄ ᒥ ᑎᐸᐊᔪᓕᓚᓂᑦ ᐃᓇᔪᐃᐃ ᐅᑎᑕᐃᓐ ᒥ ᐃᓐᓇᐅᐅᐅᓐ ᐃᑎᓂᓕᐅᓐ ᐅᑎᐸᐊᔪᓕᓚᓂᑦ ᐊᑦᑕ

et de la sécurité au travail, Assurance-chômage, etc.), l'allocation journalière n'est pas versée.

Comme on peut le constater à partir des données sur le temps consacré aux activités d'exploitation, les bénéficiaires du programme constituent effectivement un groupe qui a opté pour un mode de vie axé sur la pratique d'activités traditionnelles.

(ex: Worker's Compensation, Unemployment Insurance, etc.), the per diem is not paid for that day.

The information on time spent in harvesting activities indicates that beneficiaries of the Program constitute a group who has effectively chosen a lifestyle based on the practice of traditional activities.

ᐊᑉ ᐁᐃᓗ ᐃᑕᒪᖏᒪᒃ ᐊᑉ ᐁᐃᓐᐱᓐ ᑕᑉ ᐊᐁᓐ ᓂᑐᐅ ᐁ ᓂᑐᐅᑉ ᑲᔪ ᐁᓂᑐᔪᓐᑉ ᐃᑎᓕᓇᑌᐤ ᐊᑉ ᒪᓕᓇᓕᑉ ᒣ ᐊᔭᐊᑉ ᓂᑐᐅ ᓄᒃᓴ ᐃᓗᓇᑯᑐᖏᒃᓴ ᐁᒥᓐᓂᐃᑐᑲᐤ ᐊᓂᒥ ᐁᒋ ᐃᓗ ᐁᐅᐁᐃᑲᐤ ᐃᑲᐤ ᐁᑐᐃᑲᐤ ᐊᑉ ᐃᑐᓂᐤ ᐁ ᐅᑕᒥᐅᑉᑕᐤ.

Prestations accordées

L'évolution du programme est avant tout fonction du contexte socio-économique de la communauté crie. L'essor économique vécu au cours des dernières années dans les villages cris a, comme dans le reste de la province, connu un ralentissement au cours de l'année 1989-1990. Ceci a eu un impact direct sur la participation au programme et, par conséquent, sur les montants versés en prestations de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris.

Benefits granted

The socio-economic context of the Cree community has a major influence on the evolution of the Program. The economic expansion of the last few years in the Cree villages has, as for the rest of the province, slowed down in 1989-1990. This has had a direct impact on the participation in the Program and, consequently, on the amounts paid as income security benefits for Cree hunters and trappers.

ᓄᒃᓴ ᑲᐃᓐᐱᓐ ᐸᒋᓐᑎᓇᑲᓕᑉᑕ

ᐊᑉ ᒪᐟ ᐊᐸᑎᓂᐁᐣ ᐁᐅᐟ ᐱᒋᐸᐃᑕᑲᓕᒪᐟ ᐊᑉᑌ ᐃᓕ ᐃᑕᐅᓂᐟ ᐁ ᐊᑉ ᔦᒋᐸᐃᐟ ᐁ ᑕᑲᐅᐊᐃᑲᑉᑕᐤ ᐁ ᐊᔪᒋᐸᐃᑕᑉ ᐅᑌ ᐃᓕ ᓂᑐᐅ ᓄᒃᓴ ᐊᑉ ᐅᐟ ᐊᐸᑎᓂᐁᐣ ᐁ ᔦᒋᐸᐃᐟ ᐅᑌ ᐅᔪ ᒪᒋᐟ ᑲ ᐱᐳᑲᐤ ᐊᑉᑌ ᐃᓕ ᐃᑕᐅᓂᐟ. ᐃᓕ ᑐᑕᒪᖏᒃᓴ ᐅᑌ ᒥᐟᑌ ᐁᔪᐱᐸᐃᐟ ᐁ ᐊᔪᒋᐸᐃᐟ ᐁ 1989-1990. ᐅ ᒪᐟ ᐃᓕ ᑐᑕᒪᖏᒃᓴ ᓂ ᐊᑉ ᐁ ᒪᓂᓵᑐᒪᖏᒃᓴ ᐊᑉᑕ ᒣ ᒋ ᐃᓕ ᐃᓗᐃᐁᑉᑕ ᐊᑉᑕ ᐊᑉ ᓂᑐᐅ ᓄᒃᓴ ᐁ ᐊᐸᒋᐊᑲᓂᑉᑕ. ᑲᔪ ᐊᑉ ᐅᐟ ᑕᑉ ᐁᐃᐱᓵᔪᐟ ᐁ ᑎᐸᐊᒧᐊᑲᓂᑉᑕᐤ ᓂᑐᐅ ᓄᒃᓴ ᐊᓂᒥ ᐃᓂᒃ ᓂᑐᐅᑕᐤ ᑲᔪ ᑲ ᓂᑐᐅᓵᑕᐤ

Même si le nombre total d'unités a diminuné en 1989-1990, la moyenne de jours rémunérés a augmenté. Les prestations accordées aux bénéficiaires pour l'année 1989-1990 totalisent 12 817 920 $ comparativement à 12 144 535 $ l'année précédente. Compte tenu de l'indexation[4] annuelle des montants utilisés pour le calcul des prestations soit 4,5 %, ceci représente une augmentation effective des prestations versées à l'ensemble des bénéficiaires. Les Tableaux 6 et 7 indiquent les montants accordés par communauté ainsi que la moyenne de prestations par unité pour chacun des villages cris. La moyenne de

Even though the total number of units has decreased in 1989-1990, the average number of days has increased. The benefits granted to beneficiaries for the year 1989-1990 totaled 12 817 920 $ compared to 12 144 535 $ the preceding year. Including the annual indexation[4] of 4,5 % of the amounts used in the calculation of benefits, it represents a real increase in benefits granted to the beneficiaries. Tables 6 and 7 indicate the amounts granted per community as well as the average of benefits by unit for each of the Cree villages. The average benefits per unit, 10 744 $, repre-

ᐊᑉ ᒪᐟ ᐊᑉ ᐁ ᒪᒧ ᐊᒥᒪᖏᓂᑉᑕ ᐁ ᐊᑉ ᐅᐯᐳᑯᐃᑕᐤ ᑭᒪᐟ 1989-1990 ᐁᐟ ᐊᓂᒥ ᓂᑐᐅ ᒥᐟᐸᑲᐤ ᑲ ᐃᓗᐃᐁᑉᑕ ᐊᑉᑕ ᐊᑉ ᐅᐟ ᐊᐸᑎᓂᐁᐣ ᐁ ᐊᔪᒋᐸᐃᐟ ᐅᑌ ᐅᔪ ᒪᒋᐟ ᑲ ᐱᐳᑲᐤ ᐊᑉᑌ ᐃᓕ ᐃᑕᐅᓂᐟ. ᐃᓕ ᑐᑕᒪᖏᒃᓴ ᓂ ᐊᑉ ᐁ ᒪᓂᓵᑐᒪᖏᒃᓴ ᐊᑉᑕ ᒣ ᒋ ᐃᓕ ᐃᓗᐃᐁᑉᑕ ᐊᑉᑕ ᐊᑉ ᓂᑐᐅ ᓄᒃᓴ ᐁ ᐊᐸᒋᐊᑲᓂᑉᑕ. ᑲᔪ ᐊᑉ ᐅᐟ ᑕᑉ ᐁᐃᐱᓵᔪᐟ ᐁ ᑎᐸᐊᒧᐊᑲᓂᑉᑕᐤ ᓂᑐᐅ ᓄᒃᓴ ᐊᓂᒥ ᐃᓂᒃ ᓂᑐᐅᑕᐤ ᑲᔪ ᑲ ᓂᑐᐅᓵᑕᐤ

ᐊᑉ ᒪᐟ ᐁ ᒪᒧ ᐊᒥᒪᖏᓂᑉᑕ ᐁ ᐊᑉ ᐅᐯᐳᑯᐃᑕᐤ ᑭᒪᐟ 1989-1990 ᐁᐟ ᐊᓂᒥ ᓂᑐᐅ ᒥᐟᐸᑲᐤ ᑲ ᐃᓗᐃᐁᑉᑕ ᐊᑉᑕ ᐊᑉ ᐅᐟ ᐊᐸᑎᓂᐁᐣ ᐁ ᐊᔪᒋᐸᐃᐟ ᐅᑌ ᐅᔪ ᒪᒋᐟ ᑲ ᐱᐳᑲᐤ ᐊᑉᑌ ᐃᓕ ᐃᑕᐅᓂᐟ. ᐃᓕ ᑐᑕᒪᖏᒃᓴ ᓂ ᐊᑉ ᐁ ᒪᓂᓵᑐᒪᖏᒃᓴ ᐊᑉᑕ ᒣ ᒋ ᐃᓕ ᐃᓗᐃᐁᑉᑕ ᐊᑉᑕ ᐊᑉ ᓂᑐᐅ ᓄᒃᓴ ᐁ ᐊᐸᒋᐊᑲᓂᑉᑕ. ᑲᔪ ᐊᑉ ᐅᐟ ᑕᑉ ᐁᐃᐱᓵᔪᐟ ᐁ ᑎᐸᐊᒧᐊᑲᓂᑉᑕᐤ ᓂᑐᐅ ᓄᒃᓴ ᐊᓂᒥ ᐃᓂᒃ ᓂᑐᐅᑕᐤ ᑲᔪ ᑲ ᓂᑐᐅᓵᑕᐤ

prestations par unité, 10 744 $, représente une augmentation de 7,7 %. Abstraction faite de l'indexation annuelle, cet accroissement s'explique par la moyenne de jours rémunérés. Les unités de bénéficiaires ont, au cours de cette année, consacré davantage de temps aux activités traditionnelles et ont retiré moins de revenus des autres secteurs que par les années antérieures, ce qui confirme le ralentissement économique de la région.

sents an increase of 7,7 %. Only part of the increase is explained by the annual indexation, the rest is the result of the average number of days paid. The beneficiary units have during the year spent more time in traditional activities and received less income from other sectors than during the preceding years which tends to confirm the economic slow-down of the region.

ᐊᓂ ᒪᑦ ᒥᓯᐅ ᐊᓂᑦ ᐅᒋᐸᔪ ᐁᑎᐸᓕᒪᓕᒃᑲᓐᓄᑦ ᓂᑐᐅ ᒥᔨᓐᓄᑦ ᐊᐅᓂ. ᐊᓄᒋ ᑲ ᐅᓂᑐᐅᓇᔭᒥᑕᓂ ᐸ ᐯᔭᐃᑎᓄ ᐃᒋ ᐃᑕᐅᑦ ᓂᑐᐃ ᐁᑎᑐᐅᓂ ᐅ ᓂᑐᐅᑕᓂ ᑲᔪ ᐅ ᓂᑐᔪᑐᑕᓂ ᑲᔪ ᐃᓄ ᐃᑐᓂᑦ ᐅ ᐅᑕᒥᐅᑕᓂ ᑲᔪ ᐅᓕᑌ ᐊᐱᒋᐢ ᐅ ᐅᑎᓕᑕᓂ ᐊᑌ ᐊᒋᐢ ᐅᑦ ᐃᓱᐱᔪᑦ ᐃ ᐊᑌ ᐅᑕᑦ ᑲ ᒥᔪᐅᐸᐃᑲᑦ ᐅ ᐱᐳᐅᐸᐃᑲᑦ ᐅ ᐊᐸᑎᓕᐅᓂᑦ ᐅ ᐅᑦ ᐅᑎᓕᑕᓂ ᐊᐅᑦ ᐅ ᓂᑲᓕ ᐅᑌ ᐅ ᐊᑦᓀ

	Programme Program ᓂᑐᐅ ᓇᔨᑦ	Autres revenus Other income ᑯᑕᑦ ᓇᔨᑦ
1987-1988	11 924 374	5 205 244
1988-1989	12 144 535	5 119 569
1989-1990	12 817 920	4 121 183

En 1989-1990, environ 76 % des revenus des bénéficiaires provenait des prestations accordées en vertu du programme alors que cette proportion était de l'ordre de 70 % en 1987-1988 et 1988-1989.

In 1989-1990, approximately 76 % of the income of the beneficiaries came from benefits paid under the Program. This proportion was of the order of 70 % in 1987-1988 and 1988-1989.

ᐅ 1989-1990 ᖃᑦ ᓄᐊᑦ 76 ᐸᕐᓴᑦ ᐅ ᑲ ᒥᑎᓄᓕᑕᓂ ᓇᔨᑦ ᑲᐃᔪ ᐅᑎᓂᑕᑦ ᓂᑐᐅᓂᑦ ᒥ ᐅᒋᐸᔪ ᐊᑦᑕ ᑲ ᐸᒥᑎᓄᓕᑕᓂ ᑲ ᑎᐸᐊᒧᓕᑕᓂ ᓂᑐᐅ ᓇᔨᑦ. ᐅ ᒪᑦ ᑕᐱᑐ ᒥ ᐃᐠᑎᑐ ᐊᑦᑕ ᑲ ᓂᐃᐸᐃ ᐊᓕᓂᑦ ᐅᑎᓂᑕᑦ ᐊᑦ 70% ᐸᕐᓴᑦ ᐊᑦ ᑲ ᐱᐳᑦ 1987-1988 ᑲᔪ 1988-1989.

Le tableau suivant répartit les prestations versées aux unités de bénéficiaires selon les tranches de revenus.

The following table divides benefits granted to the units in accordance with various levels of income.

ᐅ ᑲ ᒪᓂᓇᑌᑦ ᐁᔨᑦ ᐁᑌᑕᐅᐸᐃ ᐊᓕᓂᓕᑕᓂ ᑲᐃᓐ ᐸᒥᑎᓄᓕᑕᓂ ᓇᔨᑦ ᐊᑦᑌ ᐸᐯᔭᐃᑎᓄ ᐃᒋ ᑕᓕᑎᓂᑦ ᐁᑎᐸᐃ ᐃᒋ ᐁᑎᐃᐠᑎᑐᐃ ᐃᒋ ᑕᓐᓇᐃᐠᑎᑐᐃ ᐃᒋ ᑕᓐᓇᐃᐠᑎᑐᐃ ᐅᑎᓂᑕᑦ ᐊᓕᓂᓕᑕᓂ ᐊᓕᓂᓕᑕᓂ.

Prestations ($) Benefits ($) ᑲᐃᔪ ᐸᒥᑎᓄᓕᑕᓂ	Nombre d'unités Number of units ᐁᑎᑐᑌᐅᓕᓂᑦ	% ᐸᕐᓴᑦ
0 - 5 999	219	18,4
6 000 - 11 999	498	41,7
12 999 - 17 999	352	29,5
18 000 +	124	10,4

Ces données combinées à l'augmentation du nombre de jours rémunérés indiquent le lien étroit entre le programme et la situation économique générale. L'Office prévoit que cette tendance devrait se maintenir au cours de la prochaine année. Le programme constitue donc effectivement une sécurité de revenu pour les chasseurs et piégeurs cris.

Conclusion

L'objectif du programme depuis ses débuts est d'assurer une garantie de revenu aux chasseurs et piégeurs cris et de participer au maintien d'un mode de vie traditionnel. On constate que le programme est intégré à la vie économique de la population et en constitue une des principales facettes. Il évolue au rythme des besoins des Cris et s'adapte aux changements qui surviennent. L'Office est donc en mesure d'affirmer que la période de transition amorcée au cours des deux dernières années pour permettre le renouvellement du programme a permis de renforcer la réalisation de cet objectif.

This data combined with the increase in the number of days paid indicates the direct link between the Program and the general economic situation. The Board predicts that this tendancy will be maintained during the next year. The Program thus constitutes effectively a guaranteed income for the hunters and trappers.

Conclusion

The objectives of the Program since its beginning have been to ensure an income guarantee to Cree hunters and trappers and to participate in the conservation of a traditional way of life. We see that the Program is integrated in the economic life of the population and constitutes one of its main aspects. The Program evolves in accordance with the needs of the Crees and adapts to the changes. The Board is thus able to state that the transitional period occurring over the last two years to allow the renewal of the Program has helped in reinforcing these objectives.

ᐅ ᑲᐃᔪ ᐃᑕᒪᒫᒃᑲᑦ ᐁ ᒪ ᒧᐅᓂᓄᑦ ᐊᑐ ᐃᔪ ᖃᒋᐸᐃᓂᐤ ᐁ ᐊᒋᐢᑕᒃᑲᓄᑦ ᐁ ᑎᐸᐊᒧᓂᓄᑦ ᐃᓄ ᐃᔪ ᐊᐸᑕᐃᐁᒪᒃᑲᐤ ᐊᐢ ᓄ ᑯᐃᐢᑦ ᑕᑐᑦ ᐊᐢ ᓂᑐᐅ ᓇᖃᐢ ᑲᓄ ᑯᑦ ᐊᐸᑎᓂᐅᐢ ᐁᐢᐸᐃᑦ ᐅᒋ ᓂᑐᐅ ᓇᖃᐢ ᐅᒋᒪᐅᑦ ᐃᑕᒧᑦ ᐅ ᐁᐃᐢᐸᐃᑦ ᒣ ᑲᓄᐧᐃᐧᑕ ᐅᐢ ᓂᑐᐅ ᓇᖃᐢ ᐃᔪ ᐃᐢᑕᒃᓄ ᓄᐧᑦ ᒣ ᓂᒋᒥᐃᑦ ᐁ ᒣᑎᓄᑕᐊᑯᒋᐢ ᑎᐸᐊᒧᐅᐢ ᐊᓂᑐᐅ ᐁᐃᔪ ᐁᐃᑕᑦ ᓂᑐᐅᓂᓄᑦ.

ᒪᒋᒪᑦ ᐁ ᐊᔭᓴ ᒍᑌᑦ

ᐊᐢ ᐊᐃᐢᐸᐃ ᐊᑲᓄᑦ ᐅ ᓂᑐᐅ ᓇᖃᐢ ᐃᐢᑦᓂᐃ ᐊᐢ ᑲ ᐅᑦ ᒋᒋᐸᐃᑕᒃᓄᑦ ᐁᒋ ᐃ ᐃᔪᓄᑕᒃᓄᑦ ᐁ ᒣᑎᓄᑕᑦ ᐁ ᑎᐸᐊᒧᓂᓄᑦ ᐃᓄ ᐃᔪ ᐊᐸᑕᐃᐁᒪᒃᑲᐤ ᐊᐢ ᐁᐃᔪ ᐁᐃᑕᑦ ᐁ ᑲᐃᔭᐃᑕᒃᓄᑦ ᐁᐢᐸᐃᑦ ᐅᒋ ᓂᑐᐅ ᓇᖃᐢ ᐁᐃᔪ ᐁᐃᑕᑦ ᐁ ᐃᔪᓄ

ANNEXE
SCHEDULE
ᑲ ᐊᓂᑎ ᒍᒡ ᐅᑭ ᒥᓯᓴᐅᒃᑐᒡ

Membres de l'Office
Members of the Board
ᓇᑐᐤᐅ ᓂᒃᓴᓂ ᐅᒥᒪᐟᒡ

ADMINISTRATION
REGIONALE CRIE
CREE REGIONAL
AUTHORITY
ᐃᓕᓴᐟ ᑎᐸᐃ ᒥᒃᓯᓂ

George Wapachee
Président/Chairman

Johnny Jolly

Willie Iserhoff

GOUVERNEMENT
DU QUEBEC
GOVERNEMENT
OF QUEBEC
ᑯᐯᒡ ᑎᐸᐃ ᒥᒃᓯᓂ

Roger Grenier
Vice-président/Vice-chairman

Guy Girouard

Patrick F Dooley

Personnel de l'Office
Personnel of the Board
ᓇᑐᐅ ᓂᒃᓴᓂ ᐊᐱᑦᓯᓂᒡ

SIEGE SOCIAL
HEAD OFFICE
ᐅᒥᒪᐟ ᒪᓯᓂᐢ ᐃᒪᐅᑭᒥᐢ

Monique Caron
Secrétaire générale
Secretary General

Régent Brind'Amour
Contrôleur des finances
Comptroller of Finance

Poste en voie de recrutement/
Position to be filled
Adjoint au programme
Program Assistant

Martha J. Bégin
Adjointe administrative
Administrative Assistant

Thelma Ste-Croix
Agente de secrétariat
Secretary

Monique Latouche
Agente de secrétariat
Secretary

COMMUNAUTES CRIES
CREE COMMUNITIES
ᐃᓕᓴᐟ ᐃᑕᐃᐢ

Adjoint au programme
Program Assistant
Peter Shecapio, Mistissini

Administrateurs locaux
Local Administrators
Lizzie Diamond, Waskaganish
Jacob Gull, Waswanipi
Lindy Moar, Némiscau/Nemaska
William Kawapit, Whapmagoostui
Reggie Mark, Wemindji
Sheila Mark-Stewart, Eastmain
Allen Neacappo, Chisasibi
Poste en voie de recrutement/
Position to be filled
Mistissini

TABLEAU 1
TABLE 1
ᐯᕆᐣ ᑲᐃᑎᓯᓇᑌᒡ

BENEFICIAIRES DU PROGRAMME
BENEFICIARIES OF THE PROGRAM
ᑲᐅᕆᐣᐊᑕᐤ ᓂᑐᐅᐣ ᓂᕆᐦ ᐅᑲᐱᐳᒡ

COMMUNAUTE COMMUNITY ᐃᐢᑕᐅᐣ	UNITES UNITS ᐯᕆᐁᑌᓄ	ADULTES ADULTS ᑎᖃᐃᓄᒡ	ENFANTS CHILDREN ᐊᐣᐊᔪᒡ	TOTAL ᒪ ᒧ
MISTISSINI ᒥᐦᑎᓯᓂ	338	533	539	1 072
CHISASIBI ᓯᖏᓯᐃ	313	441	258	699
WASKAGANISH ᐊᐦᑲ ᐃᑲᓂᐦ	134	197	142	339
WASWANIPI ᐊᓯᓂᐱ	139	211	155	366
WEMINDJI ᐃᒥᐦᒋ	129	196	128	324
EASTMAIN ᐃᔅᑦᒣᐢ	31	51	38	89
WHAPMAGOOSTUI ᐊᐸᒣᐟᐦᑐᐃ	60	92	60	152
NEMISCAU/NEMASKA ᓂᒥᐦᑲᐢ	49	75	72	147
TOTAL ᒪ ᒧ	**1 193**	**1 796**	**1 392**	**3 188**

TABLEAU 2
TABLE 2
ᑲᐃᑎᓯᓇᑌᒡ ᓂᔅ

PARTICIPATION DE LA POPULATION CRIE
PARTICIPATION OF CREE POPULATION
ᑲᐧᐃᒋᐃᐧᐃᐧᐁᐧᑕ° ᒪ ᒧ ᐃᓕᓴᐤ ᐁᑎᔨᑕ°

COMMUNAUTE COMMUNITY ᐁᑎᔨᑕ°	MEMBRES [1] MEMBERS [1] ᐃᐢᑕᐅᓂᒡ ᐃᓄᒡ	RESIDENTS [2] RESIDENTS [2] ᐃᒋᐧᐊᒡ	PARTICIPANTS PARTICIPANTS ᑲᐧᐃᒋᐃᐧᐃᐧᐁᐧᑕ° ᑕᑐ	% DES RESIDENTS % OF RESIDENTS ᐸᐢᓯᓴᑦ ᐁᐧᐃᒋᐢᑕ°
MISTISSINI ᒥᐢᑎᓯᓂ	2 727	2 701	1 072	39.7
CHISASIBI ᒋᐢᓴᐃᐃ	2 520	2 496	699	28.0
WASKAGANISH ᐊᐢᒃ ᐃᒃᓂᐢ	1 837	1 346	339	25.2
WASWANIPI ᐊᓯᓂᐱ	1 164	1 100	366	33.3
WEMINDJI ᐃᒥᐢᒋ	984	896	324	36.1
EASTMAIN ᐃᐢᑦᒣᐢ	412	404	89	22.0
WHAPMAGOOSTUI ᐊᐸᒣᒋᐢᑐᐃ	495	495	152	30.7
NEMISCAU/NEMASKA ᓂᒥᐢᒃ°	543	442	147	33.3
TOTAL **ᒪ ᒧ**	**10 682** [3]	**9 880** [3]	**3 188**	**32,3**

[1] Total des membres des différentes communautés.

[2] Membres résidant dans le territoire de la Baie James.

[3] Registre des populations autochtones du 19 juin 1990.

[1] Total number of members of the different communities.

[2] Members residing in the James Bay Territory.

[3] Enrollment Commission List of June 19, 1990.

[1] ᒪ ᒧ ᐁ ᐊᒋᒪᒃᓂᐢᑕ° ᐃᓄᒡ ᐃᑎᔨᑕ° ᐊᒋᐢ ᐃ ᑕᐅᐢ

[2] ᐃᓄᒡ ᐁᐧᐃᒋᐢᑕ° ᐅᑕ ᐅ ᒣᒋᐯ ᐊᒋᒋ

[3] ᒃᒪᓯᓇᓯᑕ° ᐊᐢ ᒪᓯᓇ ᐃᒃᐢ ᒃᐅᔨᑕᒃᓂᒡ ᒧᓵᐁᐦᐣ ᐱᓯᒡ 19, 1990

TABLEAU 3
TABLE 3
ᑲᐃᑎᓯᓇᑌᑊ ᓂᐦᑐ

MOYENNE DE JOURS-PERSONNES REMUNERES PAR UNITE
AVERAGE OF REMUNERATED PERSON-DAYS PER UNIT
ᐊᐦ ᓂᐟᐃ ᐅᑎᐸᐟᐊᒪᑯᓯᐦ ᐅᒋᔑᑲᒪᐊᐣᐠ ᐯᔭᑯᐟᑌᓄ

COMMUNAUTE COMMUNITY ᐃᐟᑕᐅᐦ	1988-1989 JOURS-PERSONNES PERSON-DAYS ᐅᒋᔑᒪᒡ ᐊᐧᐁᐦ	1988-1989 MOYENNE/UNITE AVERAGE/UNIT ᐧᐃᔭᐧᐁ ᐯᔭᑯᑌᓄ	1989-1990 JOURS-PERSONNES PERSON-DAYS ᐅᒋᔑᑲᒡ ᐊᐧᐁᐦ	1989-1990 MOYENNE/UNITE AVERAGE/UNIT ᐯᔭᑯᑌᓄ
MISTISSINI ᒥᐦᑎᓯᓂ	104 260	325	110 393	327
CHISASIBI ᒋᖠᓯᐃ	90 293	259	87 407	279
WASKAGANISH ᐊᐦᒃ ᐃᒃᓂᐦ	36 499	268	37 100	277
WASWANIPI ᐊᓯᓂᐱ	43 165	315	42 978	309
WEMINDJI ᐃᒥᐦᒋ	30 715	250	31 961	248
EASTMAIN ᐃᔨᑕᐦ	6 341	187	4 819	155
WHAPMAGOOSTUI ᐊᐸᑕᒉᐦᑐᐃ	15 563	236	15 245	254
NEMISCAU/NEMASKA ᓄᒥᐦᒃᐣ	13 557	261	14 638	299
TOTAL ᒪ ᒍ	**340 393**	**280**	**344 541**	**289**

TABLEAU 4
TABLE 4
ᑲᐃᑎᓯᓇᑌᒡ ᓂᐤ

JOURS DANS LE BOIS c. JOURS PAYABLES
DAYS IN THE BUSH vs. DAYS PAYABLE
ᐁᒋᔑᒃᑲᐤ ᓂᑐᐣ ᐁᐃᓯᓂᒡ ᐁᒋᔑᒃᑲᐤ ᐁᑎᐸᐦᐃᑲᓂᒡ

COMMUNAUTE COMMUNITY ᐃᐦᑕᐅᓵ	JOURS DANS LE BOIS DAYS IN THE BUSH ᐁᒋᔑᒃᑲᐤ ᓂᑐᐣ ᐁᐃᓯᑦ ᐊᐁᓵ	JOURS PAYABLES DAYS PAYABLE ᐁᒋᔑᒃᐃᒡ ᐁᑎᐸᐦᐊ ᒍᐦᐊᑲᓂᑦ
MISTISSINI ᒥᔑᑎᓯᓂ	122 045	110 393
CHISASIBI ᓯᖁᓯᐃ	100 639	87 407
WASKAGANISH ᐊᔑᒃᐃ ᐃᒃᓂᔑ	38 662	37 100
WASWANIPI ᐊᓯᓂᐱ	47 036	42 978
WEMINDJI ᐃᒥᔑᒋ	37 112	31 961
EASTMAIN ᐃᔑᑦᒪᔑ	5 960	4 819
WHAPMAGOOSTUI ᐊᐸᒣᒋᔑᑐᐃ	17 766	15 245
NEMISCAU/NEMASKA ᓂᒥᔑᒃᐤ	14 947	14 638
TOTAL ᒪ ᒍ	**384 167**	**344 541**

TABLEAU 5
TABLE 5
ᑲᐃᑎᓯᓇᑌᒃ ᓂᕆᔨ

MONTANTS DU PROGRAMME
AMOUNTS FOR THE PROGRAM
Cᓇ ᐁᖏᕐᕕᑎᒃ ᓂᑐᐳᑦ ᓇᕆᖏ

	1988-1989 $	1989-1990 $
Per Diem ᐅᕆᔨ ᕈᔪᒃ°	31.99	33.42
Montant de base/Basic amount Cᓇ ᐃᖏᐱᖏ		
Par adulte/Per adult ᑎᒍᐃᓄ	2 708	2 829
Par enfant/Per child ᐊᐊᖏ	1 086	1 135
Par unité/Per unit ᐅᕆᔪᑌᓄ	1 086	1 135
Exemption pour fourrure/ Fur deduction ᐊᓕᖅ ᐁᐊᒍᐸᐃCᒃᓄᒃ	765	800

TABLEAU 6
TABLE 6
ᑲᐃᑎᓯᓇᑌᒃ ᑯᑕᖅᓴ

TOTAL DES PRESTATIONS ACCORDEES
TOTAL BENEFITS GRANTED
ᐁᒪ ᒍᒋᖅᑕᑯᒃ ᐅ ᐃᖅᐱᖅ ᐸᒋᖅᑎᓇᓱᓄᑦ ᓂᐅᖅ

Communauté Community ᐃᓐᑕᐅᖅ	Montant garanti ($) Guaranteed Amount ($) ᐁᒣᖅᑎᓇᑌᐃᑕᑯᒃ ᐃᖅᐱᖅ		Per diem ($) ᐁᐊᒍᐸᐃᑦ		Total ($) ᒪᓗ ᒧ	
	1988-1989	1989-1990	1988-1989	1989-1990	1988-1989	1989-1990
Mistissini ᒥᖅᑎᓯᓂ	415 918	482 197	3 335 376	3 689 392	3 751 294	4 171 589
Chisasibi ᓯᖅᓯᐃ	310 680	234 140	2 888 570	2 921 188	3 199 250	3 155 328
Waskaganish ᐊᖅᑲᒻᐃᑲᓂᖅ	142 441	142 327	1 167 632	1 239 900	1 310 073	1 382 227
Waswanipi ᐊᓯᓂᐱᐃ	177 087	193 102	1 380 894	1 436 347	1 557 981	1 629 449
Wemindji ᐃᒥᖅᓯ	94 876	87 646	982 596	1 068 152	1 077 472	1 155 798
Eastmain ᐃᖅᑕᒪᖅ	15 736	27 942	202 854	161 055	218 590	188 997
Whapmagoostui ᐊᐸᒣᑯᖅᑐᐃ	55 964	62 715	497 873	509 495	553 837	572 210
Némiscau/Nemaska ᓄᒥᖅᑲᐤ	63 375	95 513	433 694	489 208	497 069	584 721
TOTAL[1] ᒪᓗ ᒧ	**1 276 077**	**1 325 582**	**10 889 489**	**11 514 737**	**12 165 566**	**12 840 319**

[1] Montants payables avant les déductions d'aide sociale.

[1] Amounts payable before welfare has been deducted.

[1] ᑕᖅ ᒣᐃᖅ ᑎᐸᐊᒍᓱᐊᓕᒃᑯᑦ ᐊᑕᖅ ᐁᑦ ᐁᒃ ᐅᒍᐸᐃᑕᑲᓕᐃᑦ ᐁᐊᔪᒪᓕᓱᓄᑦ.

TABLEAU 7
TABLE 7
ᑲᐃᑎᓂᓇᑌᑦ ᓂᕆᔨᑦ

MOYENNE DES PRESTATIONS ACCORDEES PAR UNITE
AVERAGE BENEFITS GRANTED BY UNIT
ᐊᓐ ᓂᐟᐃ ᐁᐃᓵᐱᓵ ᐸᒋᑎᓇᒃᓄᑦ ᓂᓗᓐ ᐯᓗᑌᓄ ᐃᔅ

Communauté Community ᐃᐢᑕᐅᓵ	Total ($) ᒪ ᒧ		Moyenne ($)/unité Average ($)/unit ᑕᐱᑕ ᐯᓗᑌᓄ	
	1988-1989	1989-1990	1988-1989	1989-1990
MISTISSINI ᒥᓵᑎᔨᓂ	3 749 529	4 168 497	11 681	12 333
CHISASIBI ᒋᓴᔨᐃ	3 196 427	3 153 337	9 185	10 075
WASKAGANISH ᐊᓵᒃᐃᐸᓂᓵ	1 309 717	1 378 819	9 630	10 290
WASWANIPI ᐊᔨᓂᐱ	1 546 394	1 617 935	11 288	11 640
WEMINDJI ᐃᒥᓵᒋ	1 075 604	1 153 404	8 745	8 941
EASTMAIN ᐃᓵᑕᓵ	218 590	188 997	6 429	6 097
WHAPMAGOOSTUI ᐊᐸᑐᑯᓵᐃ	551 995	572 210	8 364	9 537
NÉMISCAU/NEMASKA ᓄᒥᓵᒃᐤ	496 279	584 721	9 544	11 933
TOTAL [1] **ᒪ ᒧ** [1]	**12 144 535**	**12 817 920**	**9 979**	**10 744**

[1] Montants accordés une fois déduits les montants provenant des programmesd'aide sociale.

[1] Amounts granted after the amounts received under welfare programs have been deducted.

[1] ᑕᓵ ᐁᓵᐸᒃ ᒃ ᒥᓵᒃ ᐊᒍᐸᐃᑕᒃᓄᐤ ᒣ ᐁᓵᐱᔪᒃ ᒃᐊᔪᒪᒃᓄᑦ ᐊᐁᓵ

Etats financiers de l'exercice terminé le 30 juin 1990
Financial Statements for the Year Ended June 30, 1990

RAPPORT DU VERIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris au 30 juin 1990 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugé nécessaires dans les circonstances.

A mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 30 juin 1990 ainsi que les résultats de ses opérations de l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

AUDITOR'S REPORT

I have examined the balance sheet of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board as at June 30, 1990 and the statement of operations and surplus for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements present fairly the financial position of the Board as at June 30, 1990 and the results of its operations for the year then ended in accordance with the accounting policies mentioned in note 2 applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, f.c.a.
Québec, le 12 septembre 1990

OFFICE DE LA SECURITE DU REVENU DES CHASSEURS ET PIEGEURS CRIS

OPERATIONS ET EXCEDENT DE L'EXERCICE TERMINE LE 30 JUIN 1990

CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD

OPERATIONS AND SURPLUS FOR THE YEAR ENDED JUNE 30, 1990

	1990	1989	
DEPENSES			EXPENDITURE
Prestations de sécurité du revenu	**12 713 826 $**	12 156 042 $	Income security benefits
Frais d'administration			Administrative expenditure
Traitement et avantages sociaux	**523 410**	549 871	Salaries and fringe benefits
Déplacements	**42 017**	49 092	Travel
Loyers	**54 302**	49 185	Rent
Honoraires	**-**	3 598	Fees
Fournitures et équipement	**23 055**	19 886	Supplies and equipment
Téléphone et communications	**4 250**	3 343	Telephone and communications
Divers	**956**	5 625	Miscellaneous
	647 990	680 600	
Déduire:			Deduct:
Intérêts sur dépôts bancaires	**14 863**	8 853	Interest on bank deposits
	633 127	671 747	
	13 346 953	12 827 789	
CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU QUEBEC	**13 338 826**	12 868 964	CONTRIBUTION FROM GOUVERNEMENT DU QUEBEC
EXCEDENT DES DEPENSES SUR LA CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU QUEBEC	**8 127**	(41 175)	EXCESS OF EXPENDITURE OVER CONTRIBUTION FROM GOUVERNEMENT DU QUEBEC
EXCEDENT AU DEBUT	**79 827**	38 652	SURPLUS, BEGINNING OF YEAR
EXCEDENT A LA FIN	**71 700 $**	79 827 $	SURPLUS, END OF YEAR

OFFICE DE LA SECURITE DU REVENU
DES CHASSEURS ET PIEGEURS CRIS

BILAN
AU 30 JUIN 1990

CREE HUNTERS AND TRAPPERS
INCOME SECURITY BOARD

BALANCE SHEET
AS AT JUNE 30, 1990

	1990	1989	
ACTIF			ASSETS
Encaisse	**31 853 $**	35 876 $	Cash
Dépôts à terme - au coût	**90 000**	80 000	Term deposits - at cost
Débiteurs	**9 358**	3 188	Accounts receivable
	131 211 $	119 064 $	
PASSIF			LIABILITIES
Créditeurs	**59 511 $**	39 237 $	Accounts payable
EXCEDENT	**71 700**	79 827	SURPLUS
	131 211 $	119 064 $	

POUR/ON BEHALF OF
L'OFFICE DE LA SECURITE DU
REVENU DES CHASSEURS ET
PIEGEURS CRIS

JOHNNY JOLLY, Vice-Chairman

PATRICK DOOLEY, Administrator

OFFICE DE LA SECURITE DU REVENU
DES CHASSEURS ET PIEGEURS CRIS

NOTES COMPLEMENTAIRES
30 JUIN 1990

1. CONSTITUTION, FONCTION ET FINANCEMENT

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, constitué en vertu de la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., chapitre S-3.2 et modifications), a pour fonction d'administrer le programme de sécurité du revenu établi par cette loi aux fins de fournir aux piégeurs et chasseurs cris une garantie de revenu; ce programme comprend également d'autres mesures d'incitation à se consacrer aux activités d'exploitation comme mode de vie.

Des prestations sont versées à des unités de bénéficiaires qui y sont admissibles sujet, entre autres conditions, du temps passer à chasser, pêcher, piéger et à exercer des activités accessoires.

Les sommes requises pour l'application de la loi précitée sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par le Parlement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Prestations et frais d'administration

Les prestations versées sont inscrites aux livres selon la méthode de la comptabilité de caisse alors que les frais d'administration le sont selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les acquisitions de biens en capital sont imputées aux frais d'administration.

Frais d'administration assumés par le gouvernement du Québec

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ainsi que le coût de certains services de soutien tels que services informatiques et téléphoniques assumés par le gouvernement du Québec ne sont pas présentés à l'état des opérations et de l'excédent.

3. REGIME DE RETRAITE

Suite à une modification de la loi sur le RREGOP entrée en vigueur le 20 juin 1990 (1990, chapitre 32), les employés de l'Office sont assujettis à ce régime depuis le 1er janvier 1988.

CREE HUNTERS AND TRAPPERS
INCOME SECURITY BOARD

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
JUNE 30, 1990

1. CONSTITUTION, FUNCTION AND FINANCING

The Cree Hunters and Trappers Income Security Board, constituted by virtue of the Act respecting income security for Cree hunters and trappers who are beneficiaries under the Agreement concerning James Bay and Northern Québec (L.R.Q., chapter S-3.2 and amendments), is responsible for the administration of the income security program established by this Act for the purpose of providing the trappers and hunters a guaranteed income; this program also includes other measures aimed at encouraging beneficiaries to carry out harvesting activities as a way of life.

Benefits are paid to beneficiary units which are eligible depending, among other conditions, on the time spent in hunting, fishing and trapping and in carrying out related activites.

The sums required for the carrying out of the aforementioned Act are paid out of the monies voted each year for such purpose by Parliament.

2. ACCOUNTING POLICIES

Benefits and administrative expenditure

Benefits paid are recorded in the books of account in accordance with the cash basis of accounting; administrative expenditure are recorded in accordance with the accrual basis of accounting.

Purchases of capital assets are charged to administrative expenditure.

Administrative expenditure assumed by gouvernement du Québec

The employer contribution to the Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) and the cost of certain supporting services such as data processing and telephone assumed by gouvernement du Québec are not included in the statement of operations and surplus.

3. PENSION PLAN

Due to an amendment to RREGOP act, in force on June 22, 1990 (1990, chapitre 32), the employees of the Board are governed by this plan since January 1, 1988.

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

2700, boulevard Laurier,
Tour Frontenac, Suite 703
Sainte-Foy (Québec)
G1V 2L8
Tél.:(418) 643-7300
Télécopieur:(418) 643-6803